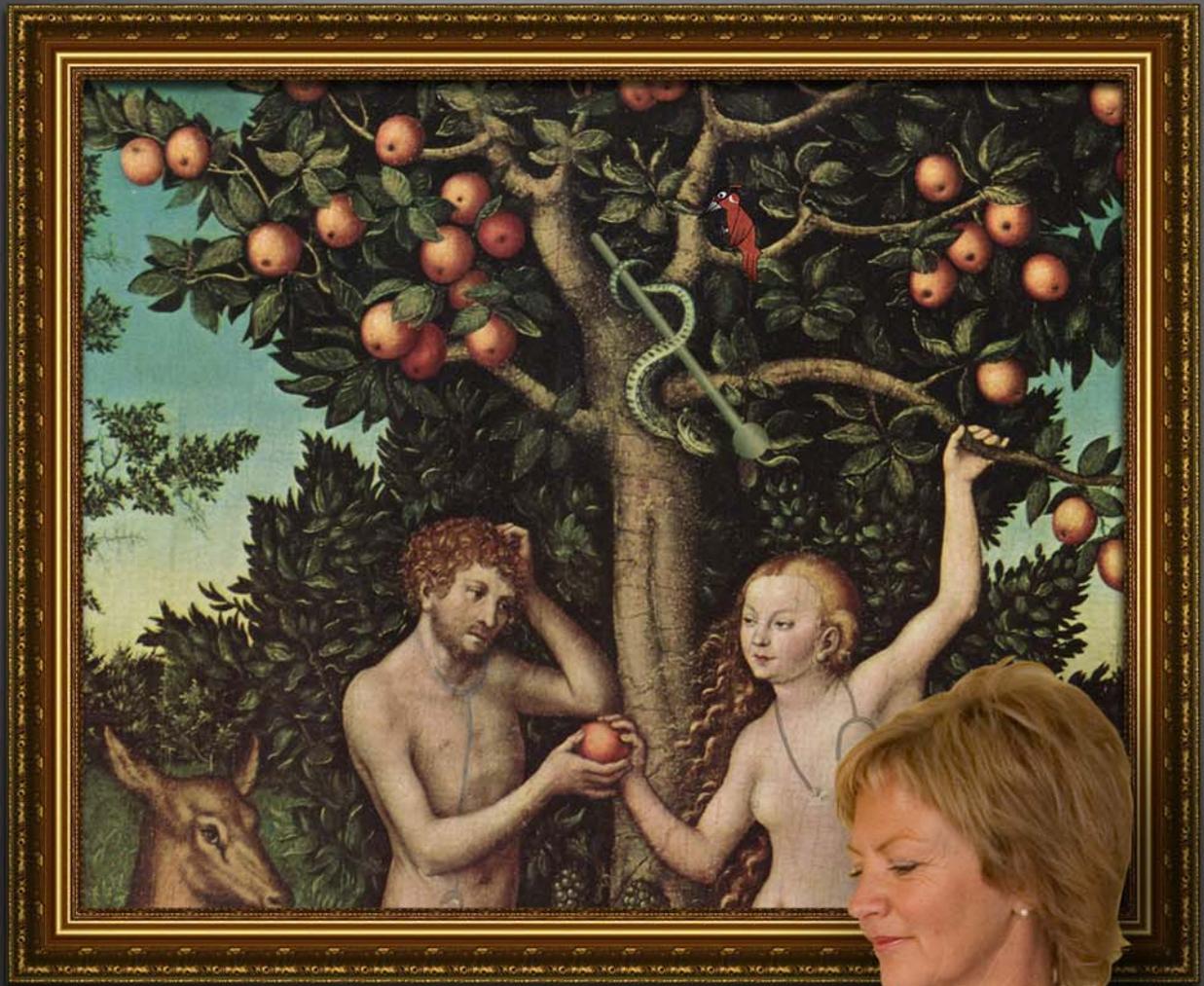


ZOOMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



**Rapport de gestion
pour le trimestre terminé
le 31 août 2008**

**LA RÉALITÉ TECHNOLOGIQUE ET
MÉDICALE D'AUJOURD'HUI**

RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les résultats d'exploitation, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. au 31 août 2008. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non-vérifiés et consolidés de ZoomMed inc. et par les notes afférentes pour les périodes terminées les 31 août 2008 et 2007, ainsi que l'information fournie par les états financiers vérifiés et consolidés de ZoomMed inc. et par les notes afférentes pour le 31 mai 2008.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 6 octobre 2008.

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.



Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations de nature prospective relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.



Ce rapport de gestion a été soumis au comité de vérification et approuvé par le conseil d'administration de ZoomMed inc.



L'entreprise

La société a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi sur les sociétés par actions.

Jusqu'au 27 juillet 2005, la société était une société de capital de démarrage telle que définie dans la politique de la Bourse de Croissance TSX. Le 27 juillet 2005, avec l'acquisition de la totalité des actions catégorie A en circulation de ZoomMed Médical inc. (9103-8240 Québec inc), la société a complété son opération admissible conformément aux règles de la Bourse. Selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, les états financiers consolidés sont considérés comme étant la continuité des états financiers de ZoomMed Médical inc. La société est maintenant l'émettrice assujettie résultant de la prise de contrôle inversée.

La société se consacre à deux missions d'affaires :

- 1) le développement et la commercialisation du **Prescripteur ZRx**, un produit innovateur pour les médecins; et
- 2) la fourniture d'équipements paramédicaux pour le grand public et les organismes de santé, ainsi que le développement d'un réseau de franchises sous l'appellation de **ZoomCité**.





RÉSULTATS D'EXPLOITATION

INFORMATION TRIMESTRIELLE SÉLECTIONNÉE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION	ZoomMed inc. au 31 août 2008		ZoomMed inc. au 31 août 2007	
Chiffre d'affaires	250 215	\$	288 452	\$
Coût des marchandises vendues	73 567		58 964	
Frais de vente	443 247		288 309	
Frais d'administration	258 680		243 513	
Frais d'opération	360 023		157 386	
EBITDA	(887 052)		(461 470)	
Frais financiers	4 730		7 631	
Amortissements	312 639		220 725	
Perte nette	(1 204 421)	\$	(689 826)	\$
Résultat de base et dilué par action	(0,014)	\$	(0,010)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions	87 456 012		71 331 147	



Les revenus constatés au cours du premier trimestre 2009 sont similaires au revenu du premier trimestre de l'exercice 2008. La marge bénéficiaire brute sur la vente d'équipement est également demeuré stable entre les 2 périodes. Au cours de la période se terminant le 31 août 2007, la marge bénéficiaire brute a été de 41 % et de 45 % pour la période se terminant le 31 août 2008. Il est important de noter qu'aucun coût des marchandises vendues n'est lié aux revenus générés par le *Prescripteur ZRx* et les revenus de franchise sont présentés au net.

Les frais de vente ont connu une augmentation de 154 938 \$ comparativement au 31 août 2007. Cette augmentation provient principalement des dépenses entourant l'embauche de nouveaux représentants pour la commercialisation du *Prescripteur ZRx* en Ontario. Les frais d'administration sont demeurés stables.

Les frais d'opération s'élèvent à 360 023 \$ pour la période se terminant le 31 août 2008 comparativement à 157 386 \$ pour la période se terminant le 31 août 2007. Ces frais sont liés à l'embauche de personnel pour le déploiement du *Prescripteur ZRx* en Ontario et à compter d'octobre 2007 une partie des frais de développement a été comptabilisée à la dépense. Pour le trimestre se terminant le 31 août 2008, les frais de développement passés à la dépense, représentaient environ 145 000 \$.

L'augmentation des amortissements est attribuable à l'augmentation de la valeur des équipements de déploiement du *Prescripteur ZRx* en Ontario et au Québec et aux coûts reliés à l'aménagement de nouveaux locaux pour le développement du *Prescripteur ZRx* en Ontario.

ZoomMed affiche un EBITDA (revenus (pertes) avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) de (887 082) \$ pour la période se terminant le 31 août 2008 et de (461 470) \$ pour la période se terminant le 31 août 2007.





ZoomMed affiche une perte nette sur opération de 1 204 421 \$ pour la période se terminant le 31 août 2008 et de 689 826 \$ pour la période se terminant le 31 août 2007. L'augmentation des dépenses au cours du premier trimestre 2009 est principalement attribuable aux frais rattachés à la commercialisation et au déploiement du *Prescripteur ZRx* en Ontario.

ZoomMed a enregistré une perte par action de 0,014 \$ pour la période se terminant le 31 août 2008 et de 0,010 \$ pour la période se terminant le 31 août 2007.

SITUATION FINANCIÈRE

BILANS	ZoomMed inc. au 31 août 2008	ZoomMed inc. au 31 mai 2008
Encaisse	6 776 929	\$ 952 943
Fonds de roulement	6 034 547	220 730
Immobilisations corporelles	1 159 574	1 074 201
Actifs incorporels	3 420 073	3 590 563
Actif total	11 985 199	6 042 254
Dette à long terme incluant portion court terme	166 189	168 132
Capitaux propres	10 527 647	4 814 891
Capital-actions	20 452 715	\$ 14 570 915

SITUATION DE TRÉSORERIE	ZoomMed inc. au 31 août 2008	ZoomMed inc. au 31 août 2007
Liquidités utilisées par les activités d'exploitation	(640 627)	\$ (505 468)
Liquidités utilisées par les activités de financement	6 691 549	(2 077)
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	(226 936)	(3 383 022)
Variation nette de la trésorerie	5 823 986	(3 890 567)
Encaisse à la fin	6 776 929	\$ 1 196 489

Au cours du trimestre se terminant le 31 août 2008, la société a complété un placement public pour un produit brut de 7 671 514 \$ par l'émission de 26 453 495 unités au prix de 0,29 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital social de la société et d'un demi-bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,35 \$ pour une période de 24 mois. Une valeur de 1 797 515 \$ a été attribuée à ces bons. La commission aux agents est de 6,5 % comptant et la société a consenti des bons de souscription permettant aux agents de souscrire à des actions ordinaires, équivalant à 6,5% des unités vendues, au prix de 0,29 \$ l'action pour une période de 18 mois. Une valeur de 222 156 \$ a été attribuée à ces bons.

Au cours de la période de 3 mois se terminant au 31 août 2007, la société a émis 123 500 actions ordinaires suite à la levée d'options par des employés et l'exercice de bons de souscriptions par un investisseur, le tout totalisant un produit brut de 33 755 \$.



Au cours du premier trimestre de 2009, les immobilisations corporelles ont connu une augmentation qui provient principalement de l'acquisition de 162 187 \$ en équipements informatiques utilisés pour le déploiement du *Prescripteur ZRx* chez les médecins, moins les amortissements de la période, soit 90 089 \$.

Les actifs incorporels sont demeurés relativement stables depuis le 31 mai 2008, la diminution étant essentiellement attribuable à l'amortissement de la période.

Les actifs totaux de la société sont passés de 6 042 254 \$ au 31 mai 2008 à 11 985 199 \$ au 31 août 2008. L'importante hausse se reflète particulièrement au niveau de l'encaisse, soit une augmentation de 5 823 986 \$, suite à une émission d'actions ordinaires complétée le 8 juillet 2008.

La dette à long terme est passée de 168 132 \$ au 31 mai 2008 à 166 189 \$ au 31 août 2008. La société n'a contracté aucune dette additionnelle au cours du trimestre.

Les capitaux propres de la société ont augmenté de 5 712 756 \$. Cette augmentation est expliquée par une émission d'actions ordinaires pour un produit brut de 7 671 514 \$.



SITUATION DE TRÉSORERIE

Le coût lié aux activités d'exploitation a été de 640 627 \$ pour le premier trimestre de 2009, et de 505 468 \$ pour le premier trimestre de 2008. Cette augmentation est principalement due au déficit de la période qui était attribuable à l'embauche de personnel pour la commercialisation et pour le déploiement du *Prescripteur ZRx* en Ontario.



Au cours du trimestre se terminant le 31 août 2008 les activités de financement de 6 691 549 \$ sont liées principalement à l'émission d'actions pour un produit brut de 7 671 514 \$ dont 1 797 515 \$ a été attribué aux bons de souscription. Les activités de financement au 31 août 2007 étaient de (2 077) \$.



Pour la période se terminant le 31 août 2008 un montant de 226 936 \$ a été investi dans les immobilisations corporelles et les actifs incorporels. Pour la période se terminant le 31 août 2007, les activités d'investissements de 3 383 022 \$ sont attribuables principalement à l'acquisition d'un placement garanti d'une valeur de 3 025 000 \$.

La variation nette de la trésorerie découlant des trois catégories d'activités a été de 5 823 986 \$ pour la période se terminant le 31 août 2008 et de (3 890 567) \$ pour la période se terminant le 31 août 2007.

LIQUIDITÉS ET EMPRUNTS

Selon la direction, les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des sociétés pharmaceutiques, et des revenus transactionnels générés par l'utilisation par les pharmaciens de l'information produite par le *Prescripteur ZRx*.

En ce qui a trait à la division ZoomCité, aucun investissement important n'est requis pour son expansion.

Dû à un changement de contrôle, lors de la prise de contrôle inversé en juillet 2005, des manquements dans le respect des clauses restrictives ont été constatés pour les emprunts avec la Solide et le CLD de Longueuil expliquant pourquoi ces emprunts ont été présentés à court terme. Au 31 août 2008, le solde de ces deux emprunts totalise 18 128 \$.



Aucun de ces prêts n'a fait l'objet d'une demande de remboursement anticipé et, le cas échéant, n'aurait eu de conséquences significatives sur les liquidités ainsi que sur les disponibilités de crédit compte tenu des montants en cause.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la société.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de la période se terminant le 31 août 2008, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 21 000 \$ à une société détenue par un actionnaire et administrateur. Au 31 août 2008, les créiteurs incluent 7 350 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.



ACTIONS, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 6 OCTOBRE 2008

Actions ordinaires	98 215 785
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	36 721 220
Options en vertu du régime	7 036 500



ESTIMATIONS ET CONVENTIONS COMPTABLES

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimation incluent les avantages futurs reliés aux frais de développement, à la propriété intellectuelle, aux actifs d'impôts futurs et à l'écart d'acquisition, à la détermination de la provision pour impôts sur les bénéfiques, au montant recouvrable des crédits d'impôt à la recherche et au développement, aux hypothèses utilisées aux fins de calcul de la charge de rémunération à base d'actions et la détermination de la juste valeur des instruments financiers. Les notes 2, 13 et 14 des états financiers décrivent les hypothèses utilisées.

La société a un régime de rémunération à base d'actions. Conformément au chapitre 3870 du manuel de l'ICCA, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », la société comptabilise les attributs d'options d'achat d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur. En vertu de cette méthode, la charge de rémunération à l'égard des options d'achat d'actions est mesurée à la juste valeur à la date d'attribution, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options (Black & Scholes) et elle est enregistrée au cours de la période de la date d'attribution et la contrepartie est comptabilisée au surplus d'apport.



MODIFICATIONS DANS LES CONVENTIONS COMPTABLES

Le 1^{er} juin 2007, la société a adopté de façon rétroactive les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1530 intitulé « Résultat étendu », chapitre 3855 intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » et chapitre 3865 intitulé « Couvertures ». Les données des périodes précédentes au 1^{er} juin 2007 n'ont pas été retraitées.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Les actifs financiers, sujets aux nouvelles normes, sont classés dans l'une des catégories suivantes : 1) instruments détenus à des fins de transaction, 2) détenus jusqu'à l'échéance, 3) disponibles à la vente et 4) prêts et créances. Les passifs financiers, sujets à la nouvelle norme, sont classés dans l'une des catégories suivantes : instruments détenus à des fins de transaction ou autres passifs. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction seront évalués à leur juste valeur et les gains et pertes sont comptabilisés dans le résultat net. Les instruments financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers classés « autres » sont évalués au coût amorti selon le taux d'intérêt effectif. Les instruments financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, et tous les gains et les pertes non réalisés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La nouvelle norme permet aux entités de désigner tout instrument financier comme détenu à des fins de transaction lors de sa comptabilisation initiale ou lors de l'adoption de cette norme, et ce, même si cet instrument financier ne répondait pas à la définition d'un instrument financier détenu à des fins de transaction. Les instruments financiers classés détenus à des fins de transaction en vertu de l'option d'évaluation à la juste valeur doivent avoir une juste valeur fiable.



La société a choisi de désigner l'encaisse, ses comptes clients, ses certificats de placement garanti et ses comptes fournisseurs à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transaction ». En conséquence, toute variation de la juste valeur de ces actifs et passifs, s'il y a lieu, est comptabilisée dans le résultat net.

La dette à long terme est désignée dans la catégorie « autres passifs » et comptabilisée au coût amorti. Les frais de transaction relatifs aux passifs de la catégorie « autres » sont portés en réduction de la dette et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Résultat étendu et autres éléments du résultat étendu

À la suite de l'adoption de ces nouvelles normes comptables, la société doit présenter un état du résultat étendu. Le résultat étendu comprend le résultat net et les autres éléments du résultat étendu. La société ayant classifié l'ensemble de ses instruments financiers à titre d'instruments financiers « détenus à des fins de transactions » et ses dettes à long terme dans la catégorie « autres passifs », aucun élément de variation n'a à être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. En conséquence, la perte nette correspond au total du résultat étendu.



Incidences de l'adoption de ces normes

Les ajustements attribuables à la classification des placements et actifs financiers à titre d'instruments financiers détenus à des fins de transaction se sont avérés nuls et donc aucun ajustement n'a été constaté dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. Les ajustements provenant de la classification de la dette à long terme dans la catégorie « autres passifs », présentés nets des frais de transaction y afférents amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ont été reflétés dans le solde d'ouverture du déficit en date du 1^{er} juin 2007. L'incidence de cet ajustement au 1^{er} juin 2007 est une diminution du solde du déficit de 5 357 \$.

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Informations à fournir concernant le capital

En décembre 2006, l'institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») a publié le chapitre 1535, intitulé « Informations à fournir concernant le capital ». Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital, si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures et les conséquences pour l'entité si elle ne s'est pas conformée aux exigences en question. La direction évalue présentement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

En décembre 2006, l'ICCA a également publié le chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863, intitulé « Instruments financiers – présentation ». Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification. La société a adopté ces chapitres depuis le 1^{er} juin 2008.

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, intitulé « Stocks », qui harmonise la méthode de comptabilisation des stocks selon les PCGR canadiens avec celle des normes internationales d'information financière (aussi connues sous l'abréviation « IFRS »). Cette nouvelle norme donne plus de directives sur l'évaluation et les exigences en matière de divulgation des stocks. Cette norme exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et donne les lignes directrices sur la détermination du coût, notamment sur l'allocation des frais généraux de production fixes et des autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La norme exige aussi que la détermination du coût soit la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré. Par conséquent, la société a adopté les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1^{er} juin 2008. La direction estime que l'adoption de cette nouvelle norme n'aura pas d'incidence significative sur les états financiers.



Actifs incorporels

En novembre 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » remplaçant le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Des modifications à des fins d'uniformité ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ce nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1^{er} octobre 2008. Par conséquent, la société adoptera les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1^{er} juin 2009. Le chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicable aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Concernant les écarts d'acquisition, le chapitre 3064 comporte les mêmes exigences que l'ancien chapitre 3062. La direction évalue présentement l'incidence de l'adoption de ce nouveau chapitre sur ses états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé que les normes comptables utilisées au Canada par les sociétés ouvertes convergeront vers les IFRS. Le basculement des PCGR du Canada actuels aux IFRS se fera, pour la société, à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} juin 2011. La société adoptera ces nouvelles normes selon l'échéancier fixé pour ces nouvelles règles. La société évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.



CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation des contrôles et des procédures en matière de présentation de l'information comme l'exige le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Certains éléments ont été portés à l'attention de la direction et du Comité de vérification et des mesures ont été mises en œuvre pour améliorer les contrôles sur l'information financière.



Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que, au meilleur de leurs connaissances, aucun changement n'est survenu au cours de la plus récente période intermédiaire de la société dans les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière qui a eu une incidence importante, ou pourrait raisonnablement être susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

I. La capacité de bâtir et de maintenir une clientèle pour son produit.

Les rendements futurs de ZoomMed et de sa filiale dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.



II. La capacité à embaucher et à retenir le personnel clé.

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de ZoomMed et sa filiale. Elles sont d'avis qu'elles ont réussi à recruter un excellent personnel pour les aider à atteindre leurs objectifs, mais avec la croissance de leurs activités, il est possible qu'elles aient besoin de personnel clé additionnel dans les domaines financiers, administratifs, de développement, de la recherche et de mise en marché. Bien que ZoomMed et sa filiale croient qu'elles pourront attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

III. Historique financier.

ZoomMed et sa filiale possèdent une entreprise en phase de développement. Par conséquent, on ne peut se fier sur leur historique financier afin de déterminer la probabilité de réalisation de leurs revenus futurs projetés, ni sur leurs prévisions financières de façon générale.

IV. Financements futurs

Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants. La stratégie d'entreprise de ZoomMed pourrait requérir, entre autre, la levée de fonds additionnels. Rien n'assure que ces fonds seront disponibles ou que ces fonds seront disponibles selon des modalités acceptables. Si ZoomMed ne réussit pas à lever les fonds nécessaires, elle pourrait suspendre ou même mettre fin à ses projets de développements.



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société ZoomMed inc. diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.

